

Avis Citoyen

Nos recommandations pour l'avenir de la coopération transfrontalière franco-allemande

Dialogue citoyen franco-allemand sur le renforcement de la coopération transfrontalière dans le contexte du Covid-19

Avril 2021



Avis Citoyen – tables des matieres

INTRODUCTION : NOTRE VISION DE L'AVENIR DE LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE	3
NOS PROPOSITIONS POUR L'AVENIR DE LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE	6
A. Renforcer les échanges et points de rencontre par l'éducation et la culture	6
1. Jumeler les écoles et créer des équipes pédagogiques bilingues	6
2. Organiser de grandes fêtes de retrouvailles franco-allemandes post-COVID 19	8
3. Organiser des échanges entre les scènes culturelles transfrontalières	9
B. Faciliter les démarches administratives et l'accès à l'information dans la région	11
<i>L'information et la communication sur les actualités et projets transfrontaliers</i>	<i>11</i>
1. Une communication proactive sur les projets et soutiens financiers pour la mise en place des projets citoyens	11
2. Un chatbot sur les questions transfrontalières	12
3. Une meilleure information sur les instances et projets transfrontaliers	13
<i>Une gouvernance et des systèmes communs pour mieux vivre ensemble</i>	<i>15</i>
1. La réduction des disparités sociales, fiscales et économiques dans la région du Rhin supérieur	15
2. L'harmonisation des systèmes de santé et numérisation des démarches pour les transfrontalier.ère.s	16
3. Mettre en place des échanges entre les professionnel.le.s de santé entre les deux pays	18
C. La mobilité, le transport et l'environnement pour mieux vivre ensemble	19
<i>Repenser la coopération autour du transport sans s'arrêter à la frontière</i>	<i>19</i>
1. Une évaluation pour repenser le transport en commun et la mobilité en accord avec nos besoins réels	19
2. La création d'un billet transfrontalier avantageux pour tou.te.s	21
<i>Co-construire un futur durable et éco-responsable</i>	<i>23</i>
1. Créer des échanges franco-allemands éco-responsables et durables	23
2. Des propositions pour un avenir vert	24
D. Favoriser l'emploi transfrontalier	25
1. Favoriser les formations professionnelles bilingues dans différents domaines	25
2. Une bourse à l'emploi transfrontalière	26

Introduction : notre vision de l'avenir de la coopération transfrontalière

Qui sommes-nous ?

Nous sommes un groupe de 30 citoyen.ne.s français.es et allemand.e.s et habitant.e.s du Bade-Wurtemberg et de la région Grand Est, de tous les âges et de toutes les catégories socio-professionnelles. Nous avons accepté l'invitation de la région et du Land à participer à un dialogue citoyen franco-allemand sur la coopération transfrontalière en temps de COVID-19. Au terme de quatre sessions d'un jour et demi, pendant lesquelles nous avons pu échanger nos points de vue et débattre entre participant.e.s français.es et allemand.e.s, nous avons dégagé un ensemble de propositions pour renforcer la coopération transfrontalière dans notre région, compte tenu du contexte compliqué. Nos propositions valent au-delà de ce contexte particulier.

Notre vision de la coopération transfrontalière

Nos propositions, détaillées ci-dessous, font partie intégrante de notre vision de l'avenir de la coopération transfrontalière. Pour nous, la coopération transfrontalière entre nos deux pays doit être renforcée encore plus dans tous les domaines, et être plus lisible et plus engageante pour les citoyen.ne.s du territoire. Le sens du collectif ne doit pas s'arrêter aux frontières des deux pays car la région transfrontalière est notre bassin de vie commun. Afin de simplifier le vivre ensemble au quotidien, il faut dans tous les domaines harmoniser et simplifier l'administration et réduire les obstacles bureaucratiques qui s'imposent à nous au niveau transfrontalier.

Un vécu transfrontalier commun de la crise sanitaire, entre élans de solidarité et dysfonctionnements :

Notre région transfrontalière est caractérisée par l'intensité des échanges franco-allemands et la libre-circulation des personnes. Cependant, la crise sanitaire et la décision prise au printemps 2020 de la fermeture de la frontière entre la France et l'Allemagne montrent que ces éléments ne peuvent pas être tenus pour acquis.

La région transfrontalière a été particulièrement affectée par la crise sanitaire : des projets de coopération et des commerces ont été mis en difficulté, et la vie quotidienne de celles et ceux qui avaient l'habitude de passer d'un côté du Rhin à l'autre régulièrement sans même y penser a été très impactée. Pour beaucoup d'entre nous, habitant.e.s de la région transfrontalière, la frontière s'est matérialisée pour la première fois de notre vie. Pour nous, la décision de fermeture de la frontière est une décision compréhensible au vu du contexte, mais cette fermeture ne peut être que temporaire, et en aucun cas être une solution à long terme. Nous regrettons d'avoir vu apparaître au début de la crise sanitaire, des incidents et tensions entre habitant.e.s transfrontalier.ère.s, surtout au regard du chemin parcouru ces dernières décennies pour faire advenir l'amitié franco-allemande.

Nous avons aussi vu apparaître de nouvelles formes de solidarité, de manière générale de chaque côté du Rhin, mais aussi de manière transfrontalière. Nous saluons le transfert de patient.e.s affecté.e.s par le COVID-19 de la région Grand Est, très touchée par la pandémie au printemps 2020, vers l'Allemagne. Pour nous, cette crise a révélé la nécessité **d'une coordination plus efficace des actions entre nos institutions locales, surtout celles de la santé et médicales, dans la région transfrontalière, et plus largement entre nos deux pays.** C'est l'efficacité de cette coordination et gestion transfrontalière qui pourra rendre la région plus résiliente aux crises sanitaires.

Un souhait commun d'aller plus loin dans la coopération transfrontalière, dans tous les domaines :

Par l'ensemble de nos propositions, qui touchent une diversité de domaines, de la mobilité à la culture en passant par l'économie ou encore l'environnement, **nous affirmons notre volonté d'aller plus loin dans la coopération.**

Nous souhaitons encourager aujourd'hui les institutions, les élu.e.s et tous les acteurs de la coopération transfrontalière qui liront cet avis à renforcer la dynamique de coopération, car cela ne pourra que bénéficier à l'ensemble des citoyen.ne.s. Pour ce faire, il est important que les obstacles bureaucratiques soient réduits pour faciliter la vie quotidienne des transfrontaliers. Nous pensons que notre région transfrontalière avec

ses citoyen.ne.s pourrait être le moteur de la coopération et de l'intégration européennes, puisque nous l'expérimentons déjà à l'échelle de notre région.

Rendre la coopération transfrontalière plus lisible pour les citoyen.ne.s de la région :

Pour beaucoup d'entre nous, nous avons découvert les instances et acteurs qui font vivre la coopération transfrontalière pendant la démarche. Nous aimerions que les différents projets qui vont dans le sens du renforcement de la coopération soient plus connus des citoyen.ne.s de chaque côté du Rhin, en améliorant la communication grand public sur ces projets. Au-delà de la communication, la coopération transfrontalière pourrait être renforcée par l'implication des citoyen.ne.s. Les expériences similaires à ce que nous avons vécu en tant que participant.e à ce dialogue franco-allemand devraient être multipliées et renforcées.

Comment ont été constituées nos propositions ?

Le mandat qui nous a été confié était d'élaborer des propositions pour renforcer la coopération transfrontalière, en prenant en compte ce contexte particulier de crise sanitaire. Lors des 4 sessions de travail d'un jour et demi du dialogue franco-allemand, en décembre 2020, février, mars et avril 2021, nous avons élaboré les propositions qui constituent notre avis citoyen.

Ces propositions sont issues de nos réflexions collectives en sous-groupes et en plénière, et de nos échanges avec les expert.e.s invité.e.s. 4 thèmes ont été retenus, qui sont pour nous prioritaires pour l'avenir de la coopération transfrontalière :

- L'éducation et la culture
- L'administration et la gouvernance
- La mobilité, les transports et l'environnement
- L'emploi et l'économie

Nos propositions pour l'avenir de la coopération transfrontalière

A. Renforcer les échanges et points de rencontre par l'éducation et la culture

1. Jumeler les écoles et créer des équipes pédagogiques bilingues

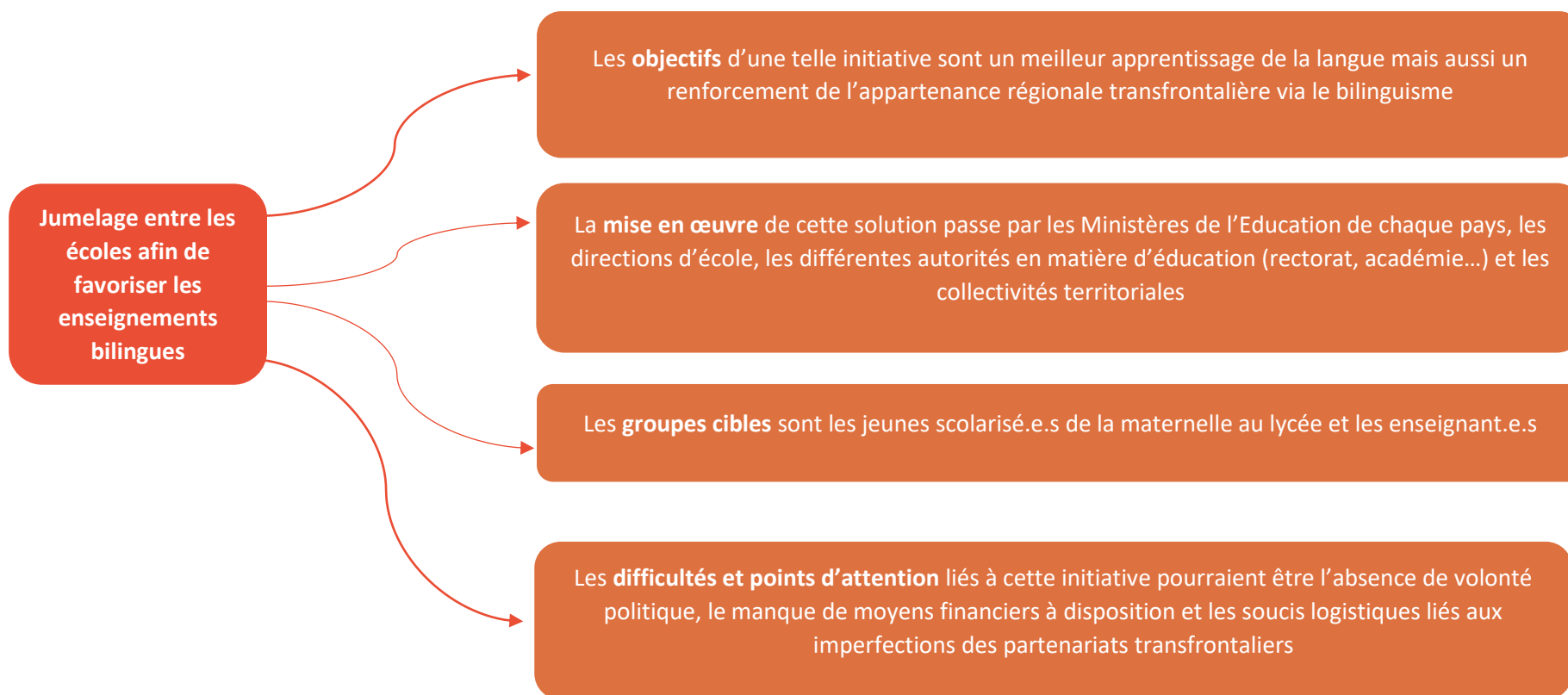
Cette proposition peut être mise en œuvre dans le cadre scolaire. Sa mise en place se veut dans le prolongement du projet ABCM (Association pour le Bilinguisme en Classe dès la Maternelle), qui a permis d'ouvrir des classes bilingues dès la maternelle, pratique courante du côté français. Nous aimerions approfondir ce système et jumeler plus d'écoles, afin de permettre aux équipes pédagogiques de former des équipes mixtes franco-allemandes sur la base d'un double enseignement avec un.e enseignant.e de chaque pays pour une même classe.

La réalisation de ce jumelage dépend, du côté français, d'une volonté politique des acteurs locaux, des écoles, du Ministère de l'Education Nationale mais aussi des collectivités territoriales ayant la prérogative sur les différents niveaux d'enseignement. Du côté allemand, ce projet peut être mis en œuvre par les directeur.rice.s d'écoles mais aussi les autorités compétentes des Länder en matière d'éducation.

Les groupes cibles de cette initiative sont les jeunes, scolarisé.e.s à différents niveaux de la maternelle au lycée général ou professionnel. Les élèves doivent être immergés dans l'univers linguistique français/allemand tout au long de leur scolarité (immersion linguistique). L'idée serait de développer ce système le plus tôt possible afin que les élèves apprennent la langue du pays voisin plus facilement mais aussi de créer une source de motivation importante, en rendant l'apprentissage plus concret et pratique. Les enseignant.e.s sont aussi un public cible pour le développement de cette proposition : cela leur permettrait d'acquérir une expérience d'enseignement à l'étranger et de s'enrichir aussi linguistiquement et professionnellement.

Cette proposition a pour objectifs de favoriser l'apprentissage des langues et de simplifier l'accès à certains diplômes bilingues. Un autre objectif est le renforcement du sentiment d'appartenance à la région transfrontalière, dépassant les frontières géographiques. La langue permet d'abolir la frontière, de comprendre l'autre mais aussi de réaliser que certaines préoccupations sont communes aux deux pays.

Ce projet pourrait se heurter à l'absence de volonté politique, notamment au niveau des Etats, le peu de moyens financiers alloués de manière générale aux projets liés à l'éducation mais aussi à des soucis logistiques liés à la difficulté des deux pays à pouvoir communiquer et travailler ensemble. Les langues/dialectes régionaux devraient être reconnus en France/Alsace.



2. Organiser de grandes fêtes de retrouvailles franco-allemandes post-COVID 19

Le manque d'interactions sociales, d'autant plus entre habitant.e.s transfrontalier.ère.s, est un sujet d'actualité à l'heure des restrictions sanitaires. Nous avons donc proposé l'organisation de grandes fêtes ouvertes à tou.te.s le long du Rhin et dans la région transfrontalière, dès que la situation sanitaire le permettra. L'idée est de proposer aux habitant.e.s de la région de se rencontrer autour d'activités agréables et festives dans de grands espaces en plein air. Ces espaces, qui peuvent être des parcs ou jardins, accueilleront des ateliers et évènements culturels et artistiques : concerts, théâtre, stand de restauration, ateliers découverte de l'allemand et du français, etc. Ces événements ne seront pas concentrés sur les grandes villes, l'idée est d'inciter les villages à créer des rencontres sur le même mode. Ces événements doivent être proposés aux citoyen.ne.s sur le long terme, et pas seulement à la sortie de la crise, pour célébrer l'amitié franco-allemande.

Ces événements grand public seront ouverts à toutes les personnes intéressées par la culture franco-allemande. Ils seront mis en œuvre par :

- Les infrastructures culturelles existantes comme les Instituts Français ou les Instituts Goethe, les artistes allemand.e.s et français.es de divers champs culturels
- Les universités, les écoles, les établissements d'enseignements locaux ayant des départements d'études germanophones ou francophones
- Les acteurs de la restauration comme les foodtrucks, les producteurs locaux, les artisans locaux
- Les acteurs publics, par exemple les mairies des villes accueillant ce type d'événements, et les sponsors privés souhaitant soutenir l'événement

L'objectif de cette proposition est de créer des échanges franco-allemands, de promouvoir les échanges culturels de façon attractive et festive pour les publics de tous les âges. Cela peut aussi permettre de mobiliser les acteurs culturels, très touchés par la crise sanitaire.

Le contexte sanitaire constitue une difficulté. Les normes sanitaires et d'hygiène doivent être garanties lors des événements afin de rassurer le public. Un autre obstacle à cette proposition pourrait être le coût. Les coûts devraient être payés par des sponsors et des fonds publics, afin que l'événement soit ouvert, accessible et gratuit pour tous. Ce sponsoring devrait être activement promu auprès des artistes.



3. Organiser des échanges entre les scènes culturelles transfrontalières

Cette proposition vise à mettre en place des spectacles en collaboration entre des scènes de théâtre, des opéras, des troupes... des deux pays. Cette forme de jumelage artistique peut se faire par des jumelages entre les structures, par exemple en proposant un spectacle par trimestre d'un théâtre allemand côté français, et vice-versa, et via des collaborations artistiques entre les artistes frontalier.ère.s. Ce jumelage peut s'étendre aux spectacles d'humour, aux salles de concerts, et pourrait aboutir à l'organisation de festivals transfrontaliers. Ces échanges permettraient de lier les acteurs culturels entre eux au-delà du Rhin.

La mise en œuvre se fera par divers acteurs culturels, allemands et/ou français (scènes de théâtre, opéras, associations culturelles, etc), avec le soutien financier, matériel et/ou administratif notamment des acteurs publics du monde de la culture.

L'objectif serait de permettre aux habitant.e.s transfrontalier.ère.s de mieux connaître la culture du voisin ainsi que sa langue. Ce face à face avec l'autre permettrait aussi à chacun de prendre conscience de sa propre culture. Ces échanges peuvent aussi permettre de renforcer les acteurs culturels des deux côtés du Rhin.

Un point d'attention a cependant été émis quant à la question du budget, ce type d'échanges nécessitant un budget important, notamment en termes de traduction. Nous sommes convaincu.e.s que la volonté politique doit permettre de fournir les moyens financiers.



B. Faciliter les démarches administratives et l'accès à l'information dans la région

L'information et la communication sur les actualités et projets transfrontaliers

1. Une communication proactive sur les projets et soutiens financiers pour la mise en place des projets citoyens

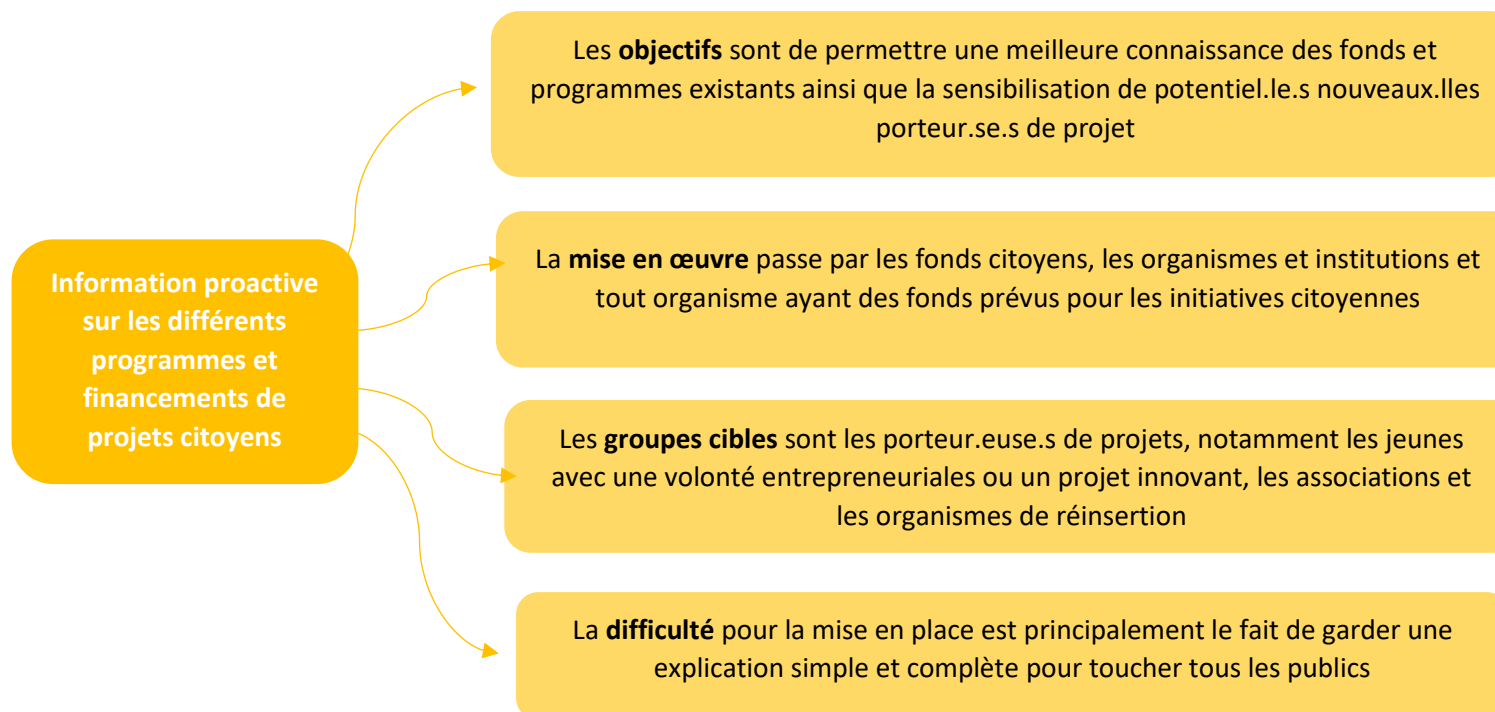
Cette proposition vise à mieux informer les habitant.e.s de la région transfrontalière sur des projets pouvant les intéresser et sur la mise en place de projets d'initiative citoyenne. Le but de cette proposition est de permettre aux publics éloignés de l'information de mieux connaître certains programmes dont ils et elles pourraient bénéficier.

Cette communication proactive peut être mise en œuvre par les différents organismes disposant de fonds et pouvant apporter leur soutien à des projets citoyens. Seront donc impliqués les fonds citoyens, les organisations et institutions culturelles, toute organisation ayant des fonds et moyens prévus pour soutenir les initiatives citoyennes. L'idée est de permettre à chaque structure proposant des fonds ou autres formes de soutien d'aller chercher les porteurs.ses de projets.

Les groupes cibles sont particulièrement les potentiel.le.s porteurs.ses de projets qui sont éloignés.es de l'information : les jeunes et personnes précaires, ayant des projets d'entrepreneuriat et/ou innovants pour la coopération transfrontalière. Tout public ayant besoin de fonds pourrait bénéficier des différents programmes et appels à projet pour la réalisation de son projet. Au-delà des personnes individuelles, les associations ou collectifs, notamment les associations d'insertion, pourraient également bénéficier de cette proposition.

L'objectif serait de rendre plus transparent et accessible les différents programmes de soutiens et financements existants pouvant bénéficier aux citoyen.ne.s qui souhaiteraient mettre en place des projets de coopération. Ainsi, de nouveaux projets, différents de ceux qui déjà existants, pourraient bénéficier de ces opportunités et toucher par là des publics qui aujourd'hui ne sentent pas forcément concernés par les projets de coopération.

Un point d'attention a été relevé : celui de la simplicité de la communication afin de toucher tous les publics, ainsi que la centralisation des informations sur les programmes.

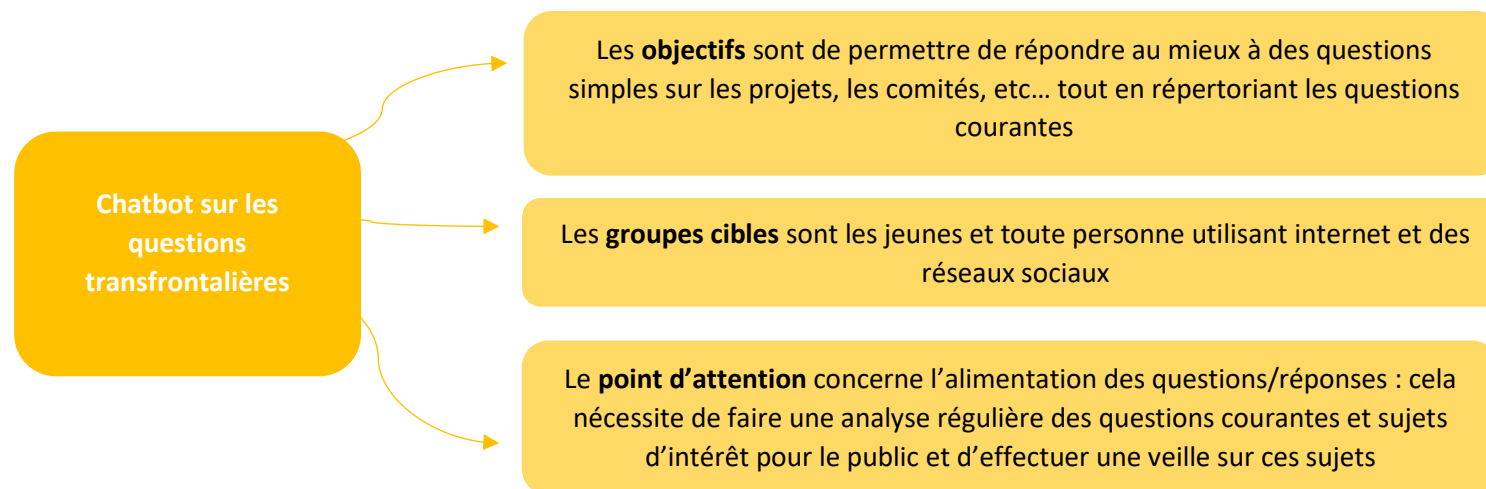


2. *Un chatbot sur les questions transfrontalières*

Pour toucher un public plus réticent à aller se renseigner via des canaux traditionnels, nous proposons la mise en place d'un chatbot sur les questions transfrontalières. Cette FAQ automatisée et interactive permettrait aux personnes de poser des questions via leurs réseaux sociaux à une intelligence artificielle qui répondrait à des questions générales sur le sujet de la coopération transfrontalière : projets, comités, financements et autres questions courantes.

Ce chatbot viserait principalement les jeunes, mais plus largement toutes les personnes connectées.

La difficulté principale concernant la mise en place du chatbot est la nécessité d'effectuer une veille permanente sur les sujets soulevés par les internautes.



3. Une meilleure information sur les instances et projets transfrontaliers

La communication et l'information sont des thématiques clé de la réflexion collective, le groupe ayant constaté qu'il n'était pas très informé sur les instances et projets de la coopération. Nous avons réfléchi à des solutions pour se tenir informé.e de l'actualité transfrontalière et pour mieux connaître le pays voisin. Pour nous, une meilleure communication passerait par des moyens simples : les médias, les réseaux sociaux et l'école peuvent être utilisés comme vecteurs d'information.

L'idée serait d'avoir accès à l'information par des moyens simplifiés et d'éveiller l'intérêt des citoyen.ne.s, notamment par l'intervention d'acteurs et d'expert.e.s sur les différents sujets liés à la coopération transfrontalière.

La mise en œuvre se ferait par les médias, les écoles, les organisations, administrations et associations œuvrant au niveau transfrontalier. Nous avons identifié trois moyens de communication principaux : des conférences dans les écoles, la communication sur les projets de coopération sur les réseaux sociaux, et la promotion de ces projets dans les médias locaux.



Les **groupes cibles** sont les jeunes

Les **groupes cibles** sont toutes les personnes qui verront ces publications

Les **groupes cibles** sont les médias

La **mise en œuvre** se ferait par des organisations transfrontalières sur divers sujets et les écoles

La **mise en œuvre** se ferait par l'utilisation des réseaux sociaux

L'**objectif** serait de faire connaître les projets transfrontaliers et la coopération transfrontalière

L'**objectif** est de susciter l'intérêt pour le pays voisin chez les jeunes et de pouvoir avoir à des expert.e.s qualifié.e.s

L'**objectif** est de susciter l'intérêt pour le pays voisin

La **difficulté** pour la mise en place de cette proposition serait de rendre concret pour le grand public les résultats des projets

Une gouvernance et des systèmes communs pour mieux vivre ensemble

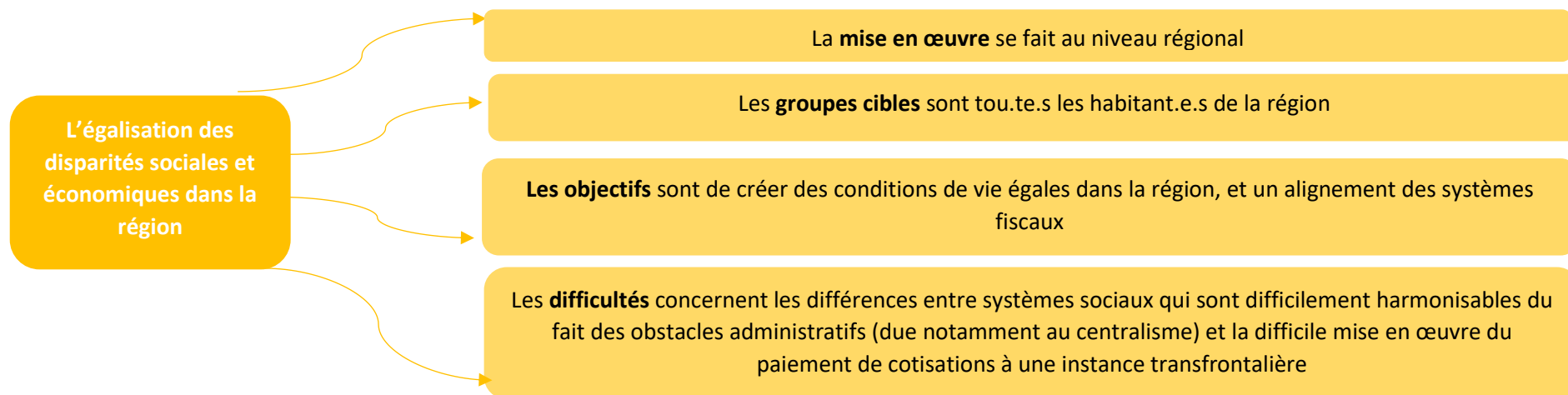
Comment simplifier et harmoniser différents systèmes comme celui de la santé ou celui de la fiscalité pour faciliter la vie des habitant.e.s transfrontalier.ère.s? Nos propositions vont dans le sens d'une simplification de la vie de chacun.e.

1. **La réduction des disparités sociales, fiscales et économiques dans la région du Rhin supérieur**

Les disparités sociales et économiques sont communes pour les habitant.e.s transfrontalier.e.s. Travailler dans un pays et déclarer ses impôts dans celui où on habite peut être un vrai souci, notamment quand les droits sociaux diffèrent, même légèrement.

Nous proposons donc de réduire ces disparités en créant des conditions de vie égales pour tou.te.s. Pour se faire, les gouvernements des deux pays, ou du moins les administrations régionales, pourraient harmoniser au mieux leurs systèmes de santé et leurs systèmes fiscaux. Cette harmonisation au niveau de notre région pourrait être un exemple pour la création, plus tard, d'un système commun européen.

Nous avons relevé que les différences entre les systèmes de chaque pays, et le manque de marge de manœuvre de l'échelon local, pourraient être des obstacles à cette harmonisation.



2. *L'harmonisation des systèmes de santé et numérisation des démarches pour les transfrontalier.ère.s*

La santé est au cœur de nos préoccupations. En effet, nous avons observé et parfois vécu les difficultés pour se faire soigner dans un pays lorsque l'on dépend de la sécurité sociale d'un autre pays. En se basant sur le système existant au niveau européen, et pour prendre mieux en compte la spécificité de la région transfrontalière, nous proposons l'harmonisation des systèmes de santé transfrontaliers ainsi que la numérisation des démarches pour les transfrontalier.ère.s.. Cette harmonisation servira d'exemple pour d'autres en Europe.

Ces deux démarches seraient mises en place par les Ministères de la santé, les instances locales en charge de la santé, les organismes de santé (compagnies d'assurance). L'implication de toutes les structures en charge de la santé permettrait de faciliter la prise en charge des patient.e.s transfrontalier.ère.s et de standardiser l'accès aux soins. Automatisation des remboursements, facilitation de gestions des dossiers médicales, carte de sécurité sociale transfrontalière utilisable dans les deux pays... Autant de progrès qui simplifierait la vie de beaucoup de transfrontalier.ère.s.

Il existe aujourd'hui des obstacles à la mise en place de cette proposition : crainte du tourisme médical, difficulté de suivi d'un pays à l'autre, difficile harmonisation des systèmes et reconnaissance des ordonnances... De manière générale, le manque d'harmonisation des systèmes de santé compliquerait la mise en place de ces propositions.



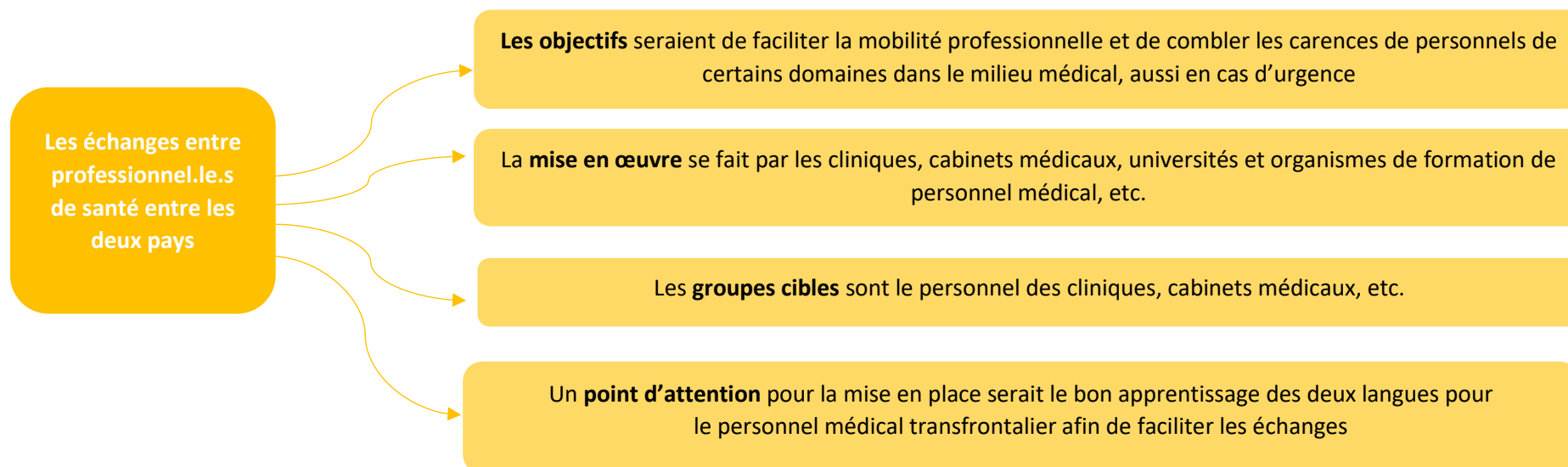
3. Mettre en place des échanges entre les professionnel.le.s de santé entre les deux pays

Au regard du manque de personnel de santé dans la région et des besoins de bilinguisme dans les hôpitaux transfrontaliers, nous avons imaginé la mise en place d'échanges pour les professionnel.le.s de santé dans la région transfrontalière. Ces échanges seraient organisés entre les cliniques, hôpitaux, cabinets médicaux libéraux et tout autre structure de santé situés dans la région transfrontalière.

Ces structures se mobiliseraient pour accueillir des professionnel.le.s bilingues voire trilingues et permettre l'accueil de patient.e.s dans la langue qu'ils/elles maîtrisent. Ces échanges, d'une durée plus ou moins longue, permettrait de faciliter la mobilité des professionnel.le.s, notamment en cas de besoins de renfort temporaire, comme lors de crises sanitaires.

La mise en place de ces échanges impliquerait d'encourager l'apprentissage de la(es) langue(s) du voisin (notamment pendant le cursus de médecine) pour faciliter la bonne prise en charge du patient et la bonne insertion dans la structure d'accueil.

En outre, cela permettrait de tendre vers une harmonisation de pratiques des deux côtés du Rhin.



C. La mobilité, le transport et l'environnement pour mieux vivre ensemble

Repenser la coopération autour du transport sans s'arrêter à la frontière

Lors des différentes sessions, nous avons fait un constat commun : la mobilité ne s'arrête pas aux frontières. La vie d'un.e habitant.e transfrontalière est faite de déplacements réguliers et occasionnels d'un pays à l'autre. Cependant, les transports publics ne prennent pas toujours en compte nos usages. Nos propositions vont donc dans le sens d'une meilleure prise en compte de la continuité.

Nous souhaitons également par nos propositions encourager et simplifier les déplacements occasionnels, en transports en commun.

1. Une évaluation pour repenser le transport en commun et la mobilité en accord avec nos besoins réels

Cette proposition vise à inclure une meilleure compréhension de nos usages, en commençant par évaluer le système existant. Cette évaluation sert à optimiser le réseau de transport et à le penser comme un outil commun à notre région. La frontière ne doit plus être un obstacle à la mobilité professionnelle, à la mobilité étudiante ou pour les loisirs. Cette évaluation sera conduite en analysant les besoins de groupes cibles, comme les stagiaires et étudiant.e.s, qui sont le plus dépendant.e.s des transports en commun. L'évaluation des besoins visera également à faire en sorte qu'il y ait une concordance entre les horaires de travail avec les arrêts de transports en commun, afin que le plus de personnes possibles prennent les transports en commun. En améliorant la connexion, on crée de nouvelles opportunités pour les jeunes qui n'ont pas le permis. Pour désengorger les routes les plus fréquentées, nous préconisons d'évaluer les opportunités de (ré)ouverture de liaisons ferroviaires transfrontalières : par exemple la liaison entre Saverne et Molsheim, sur laquelle il y a toujours des bouchons. Une nouvelle possibilité de développement de transports pour ces routes engorgées sera de développer le covoiturage.

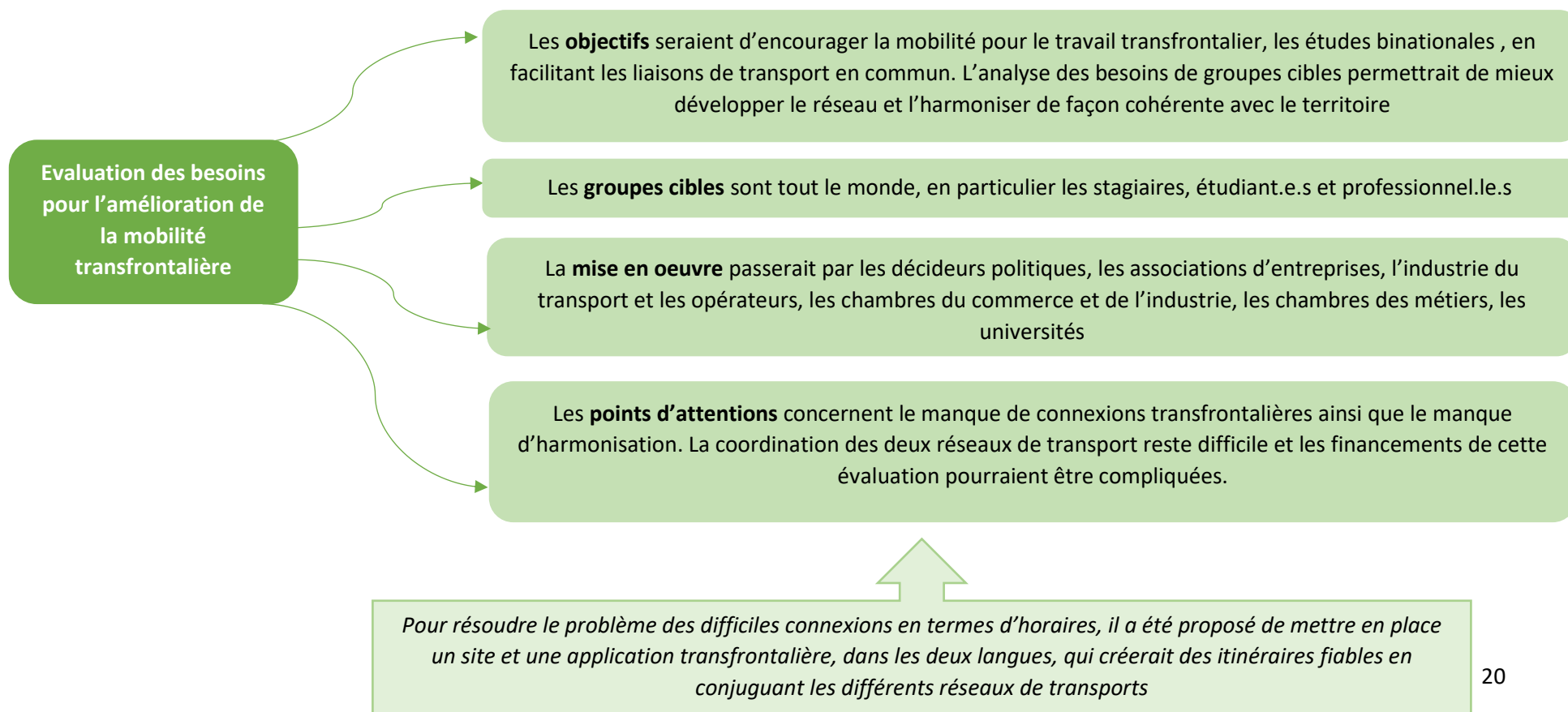
La mise en œuvre d'une telle proposition passerait par :

- Les instances politiques locales
- Les groupements d'entreprises et de salarié.e.s
- Les chambres du commerce et de l'industrie et les chambres des métiers
- Les autorités de l'éducation de chaque pays, les universités, les établissements scolaires ainsi que les étudiant.e.s

- Les associations et entreprises de transport

En mobilisant ces différents acteurs, nous pourrions avoir une vision globale de ce qu'il est possible de faire pour améliorer les systèmes de mobilité, pour que le quotidien de chacun.e soit facilité.

Les points d'attention sont les potentielles manques de connexions transfrontalières, ainsi que les problèmes d'enchaînement des horaires. Nous proposons donc la mise en place d'un site et une application transfrontalière, fonctionnant dans les deux langues, pour visualiser les connexions possibles entre les différentes compagnies de transports. Nous sommes aussi conscient.e.s qu'une coordination des réseaux de transports est compliquée et que le financement d'une telle évaluation pourrait être difficile.



2. La création d'un billet transfrontalier avantageux pour tou.te.s

Nous proposons la création d'un billet transfrontalier que l'on pourrait acheter sur les sites de transport ferroviaire de chaque pays, ainsi qu'en gare. Ce billet sera proposé aux voyageur.euse.s à tarif unique, modéré et accessible à tou.te.s. Cette mesure permettra d'inciter certain.e.s automobilistes à prendre le train plutôt que la voiture. De plus, il sera aussi transparent sur ses conditions de validité, notamment sur les trains dans lesquels il est éligible. Ce billet sera multimodal et sera valide non seulement pour les trains mais aussi d'autres modes de transports (bus, trams, etc). Ce billet transfrontalier va de pair avec une meilleure lisibilité des tarifs et du réseau du transport commun. Une application permettra de gérer le billet et de faire le lien entre les différentes plateformes. Un des avantages de ce billet sera la possibilité pour les étudiant.e.s d'avoir un billet au semestre, à l'année ou couvrant une période de stage afin de se déplacer plus simplement en transports en commun.

Ce billet sera mis en place grâce à un partenariat public-privé, un accord entre les institutions publiques et les entreprises privées du monde du transport de chaque côté du Rhin. Ce partenariat permettra de trouver la meilleure solution tarifaire possible. De plus, cela permettra la coordination des services publics français et allemands. Ce partenariat pourrait se faire par exemple au sein d'une start-up financée par la SNCF et la Deutsche Bahn. Dans le cas des étudiant.e.s et stagiaires, les universités seront aussi mobilisées.

Les groupes cibles seront les usager.ère.s de tous les âges et se rendant d'un côté à l'autre de la région transfrontalière. Le billet transfrontalier s'adresserait à la fois aux voyageur.euse.s régulier.ère.s (par exemple les personnes travaillant dans la région transfrontalière), mais aussi aux habitant.e.s de la région qui voyageraient occasionnellement, pour leurs loisirs et pour des raisons touristiques. Ce billet devra être assez attractif pour encourager l'utilisation des transports en commun. Il pourrait couvrir la zone frontalière de Stuttgart jusqu'à la mer du Nord.

Les objectifs de cette proposition est d'inciter les usager.ère.s à voyager par exemple durant les week-ends dans le pays voisin sans avoir un budget transport trop conséquent, et de créer des liens entre les habitant.e.s français.es et allemand.e.s via une mobilité transfrontalière facilitée (par exemple, faciliter les déplacements transfrontaliers pour les matchs de foot). Le fonctionnement multimodal facilitera les trajets des usager.ère.s et créera un système plus simple, plus transparent et plus cohérent.

Les points d'attention pour la mise en œuvre de cette proposition sont la communication grand public, qui fait parfois défaut sur les projets de coopération, mais aussi la constitution d'une organisation durable et pérenne entre les partenaires transfrontaliers.



Co-construire un futur durable et éco-responsable

Penser le futur de la coopération transfrontalière, c'est aussi penser notre rapport commun à l'environnement et à l'écologie. Nous avons réfléchi à comment agir ensemble, français.es et allemand.e.s, pour aller dans le sens de la nécessaire transition écologique. Au-delà de mesures pouvant être mises en place par les autorités locales, nous avons aussi pensé à des actions concrètes qui permettraient de renforcer nos liens, tout en agissant pour la planète.

1. Créer des échanges franco-allemands éco-responsables et durables

Ces événements franco-allemands se dérouleront le long du Rhin autour d'activités centrées sur le développement durable et la transition écologique : chantiers participatifs, fêtes de la nature, sciences participatives, *repair* cafés (économie circulaire), sensibilisation sur les déchets et la consommation d'énergies (*clean walks*)... Ces événements seront également des temps de rencontre binationaux et intergénérationnels. Par exemple, les chantiers participatifs permettront de s'approprier collectivement les espaces publics transfrontaliers.

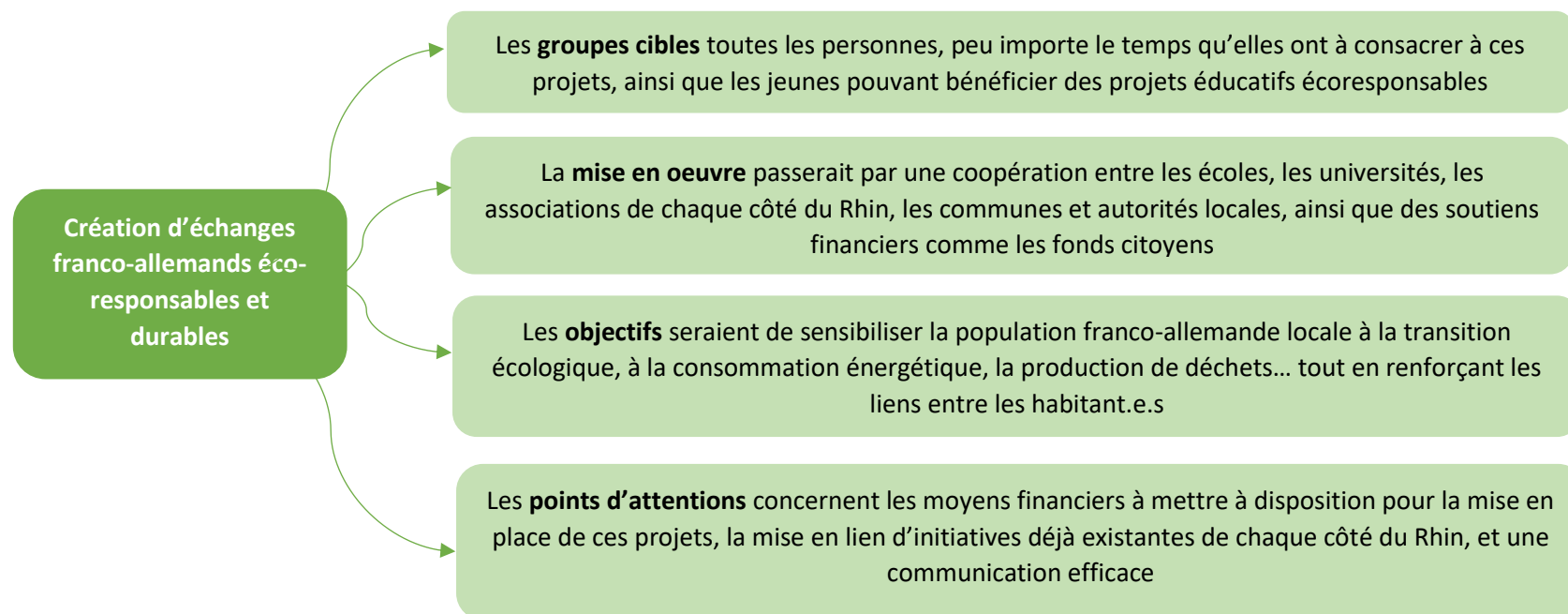
Cette proposition vise toutes les personnes intéressées, qu'elles aient trois heures ou plus à consacrer à ces activités sur leur temps libre. Les jeunes et les enfants pourront être visé.e.s par les projets éducatifs en collaboration avec des écoles de chaque côté du Rhin, comme des *clean walks* d'une journée dans des espaces naturels de la région.

Différents partenaires de la région transfrontalière pourront mettre en place ces événements éco-responsables transfrontaliers :

- Les associations locales des deux pays comme Farida, Transition towns...
- Les communes de chaque côté de la frontière
- Les fonds citoyens comme le Fonds Citoyen Franco-Allemand
- Pour les projets dans le cadre scolaire : les établissements scolaires et universitaires des deux pays

Cette proposition vise à sensibiliser la population franco-allemande locale à la transition écologique, à la consommation énergétique et à la gestion des déchets. Réunir les habitant.e.s autour de projets écologiques concrets permettrait de renforcer les liens entre les deux pays.

L'obstacle principal à la mise en place de ces projets sera le manque de moyens financiers. Un autre point d'attention est de bien prendre en considération que ces projets existent déjà à une échelle locale. L'objectif est donc moins de créer des projets ad hoc que de faire le lien entre les différentes initiatives locales. Enfin, il y a un gros enjeu de communication autour de ces projets afin de les faire connaître, d'inviter les citoyen.ne.s à participer et d'assurer une bonne publicité à l'événement.



2. Des propositions pour un avenir vert

Nous aimerions creuser la question de la coopération dans le domaine de l'énergie, par plusieurs moyens :

1. Pour développer des solutions énergétiques vertueuses communes aux deux pays, nous conseillons la mise en place d'un fond pour faire de la région du Rhin supérieur un modèle. Ce fond pourrait être alimenté par les subventions européennes et par les collectivités de chaque côté du Rhin.
2. Simplifier, harmoniser et rendre plus transparentes les démarches de rénovation énergétiques pour les particuliers transfrontaliers : par exemple en ayant un seul interlocuteur transfrontalier pour informer sur les différents dispositifs existants.
3. La généralisation de l'utilisation des mobilités électriques ou à l'hydrogène à différents types de transport, notamment le transport public transfrontalier. Cela pourrait s'étendre à différents types de transports, comme les bateaux passant sur le Rhin.

D. Favoriser l'emploi transfrontalier

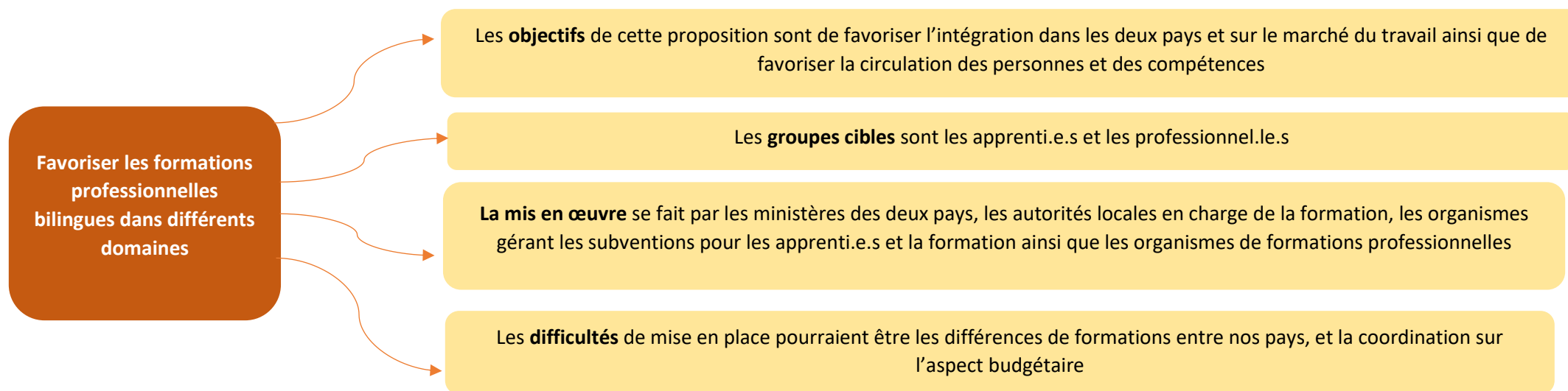
1. Favoriser les formations professionnelles bilingues dans différents domaines

Nous proposons de favoriser l'apprentissage de la langue et l'intercompréhension de la langue lors des formations professionnelles relatives à divers domaines comme la petite enfance, la médecine.... Cette mesure est particulièrement intéressante dans des domaines où il existe une pénurie de personnel d'un côté du Rhin et une offre excédentaire de candidat.e.s adéquat.e.s de l'autre côté du Rhin.

L'objectif est de faire de la région transfrontalière un véritable espace de travail et de vie commun. Ces formations professionnelles bilingues passeraient par un partenariat entre les deux pays pour favoriser l'apprentissage de la langue de l'autre par les apprenti.e.s et les professionnel.le.s de divers corps de métiers. Renforcer l'apprentissage de la langue permettrait de créer plus de mobilité professionnelle sur la région transfrontalière, et de permettre la circulation des personnes et des compétences.

Pour se faire, les deux pays mettraient en œuvre des sessions d'apprentissage linguistique afin de permettre aux apprenti.e.s et aux professionnels d'acquérir des compétences linguistiques. Des échanges de plus ou moins longue durée pourraient également être organisés entre apprenti.e.s et professionnel.le.s français.es et allemand.e.s.

Diverses institutions publiques pourraient être sollicitées pour financer et mettre en place le projet : les ministères de l'éducation français et allemand, académies, rectorats, ministères de l'Agriculture français et allemand, collectivités locales... ainsi que les organismes gérant les subventions et formations pour les apprenti.e.s ou personnes en recherche de formation (Pôle Emploi, AFPA Agentur für Arbeit, missions locales, écoles et lycées professionnels, hôpitaux...).



2. Une bourse à l'emploi transfrontalière

Nous proposons la création d'une bourse à l'emploi transfrontalière. Cette bourse d'emploi permettrait de faire circuler des offres d'emplois, notamment dans des secteurs qui recrutent des deux côtés du Rhin comme la petite enfance, l'éducation ou la santé, pour toutes personnes à la recherche d'un emploi vivant dans la région transfrontalière. Cette bourse se distinguera des plateformes à travers son offre régionale et serait le fruit d'une collaboration entre l'Agentur für Arbeit et Pôle Emploi.

Les groupes cibles de cette proposition sont les employeurs dans des structures manquant de main d'œuvre en Allemagne et en France dans des domaines comme l'éducation et la santé par exemple, ainsi que les personnes à la recherche d'un emploi. Elle accompagnerait les demandeur.se.s d'emploi à différents niveaux : un accompagnement général, un accompagnement de formation pour les jeunes et un accompagnement spécialisé pour certaines professions ayant plus d'opportunités d'un côté ou de l'autre du Rhin.

Les objectifs de cette proposition sont de créer des complémentarités transfrontalières en termes d'emplois. Il s'agit aussi de centraliser les offres d'emploi dans un rayon géographique intéressant pour les habitant.e.s afin de ne pas penser le territoire en terme de frontière mais en terme d'opportunités.

La communication apparaît comme un point d'attention majeur de cette proposition car dans la région. La volonté de monter un projet durable, avec une stratégie efficiente et capable de faire face à la concurrence, c'est-à-dire les autres plateformes existantes, sont des éléments importants pour le succès de la mise en place de cette plateforme. L'implication des pouvoirs publics et entreprises privées dans la poursuite du projet serait un appui essentiel pour la mise en œuvre. Une attention particulière sera accordée aux groupes cibles identifiées dans les schémas ci-dessous : les jeunes et les employé.e.s du secteur social.

Bourse transfrontalière de l'emploi

Les **objectifs** sont de centraliser les informations et offres d'emploi à l'échelle régionale, mais aussi créer une complémentarité transfrontalière entre offre et la demande dans tous les secteurs professionnels

Les **groupes cibles** sont les structures manquant de personnel ainsi que les personnes à la recherche d'un emploi

La **mise en œuvre** de cette proposition passerait par la mobilisation des régions, de l'Etat, des chambres du commerce et de l'industrie, les Agentur für Arbeit et Pôle Emploi ainsi que par la création d'une plateforme et d'un point de rencontre pour les personnes en recherche d'emploi et les employeurs

Les **points d'attention** tiennent à la bonne communication autour de la plateforme, la stratégie commerciale de la plateforme et l'implication des pouvoirs publics et entreprises privées pour appuyer cette initiative, la promotion de formation linguistique, du télétravail...

Pour les jeunes : une bourse d'emploi et de formation transfrontalière

Les **groupes cibles** sont les étudiants, jeunes diplômé.e.s et jeunes professionnel.le.s ainsi que les entreprises ayant des postes à pourvoir

Les **points d'attention** tiennent à l'instauration de réunions régulières et à l'élargissement du réseau, à mettre en place des formations intéressantes (linguistiques, permis...), à promouvoir le télétravail...

Elargissement de la bourse à l'emploi à des emplois spécifiques et au secteur social

Les **groupes cibles** sont tou.te.s les demandeur.se.s d'emploi dans des domaines comme l'éducation, l'accueil et la pédagogie de la petite enfance et les structures proposant des emplois dans ce secteur

Les **objectifs** sont d'avoir un échange culturel spécialisé dans le personnel pédagogique, soutenir l'apprentissage linguistique des demandeur.se.s d'emploi, pallier le manque de travailleur.se.s qualifié.e.s dans la région et permettre l'échange d'enseignements